

Histoire de la France contemporaine

M. Maurice AGULHON, professeur

Le cours a eu lieu du 26 février au 28 mai 1990, en douze séances, celle du 23 avril annulée pour raison de santé.

La mise au programme de l'*Histoire de la Révolution de 1848 et de la Seconde République en France* répondait à un besoin scientifique précis. Notre ouvrage *1848 et l'Apprentissage de la République*, tome VIII de la « Nouvelle histoire de la France contemporaine » (Seuil, collection Points), publié en 1973, devenu un usuel de l'initiation à cette époque de notre histoire dans l'enseignement supérieur et les Khâgnes, et pour cela constamment réimprimé, n'avait fait l'objet que de retouches de détail. L'état présent de la bibliographie exigeait une refonte, qu'il nous fallait maintenant préparer, et dont la parution est prévue pour 1991.

On pense évidemment d'abord à la longue série des travaux d'histoire économique, sociale et politique en forme de monographies régionales portant sur le XIX^e siècle français. Ils permettront de renouveler à partir d'une documentation élargie les problèmes de la vie de province, et notamment celui, classique, de l'irruption du suffrage universel et de la politique des paysans. Ces études provinciales et rurales feront l'objet principal du cours de 1990-1991. Pour cette année, on a vu les aspects centraux, nationaux et parisiens de l'époque.

Leur étude n'était pas simple. En effet, autant les historiens français étaient nombreux depuis quarante ans dans la recherche sociale régionale, autant, jusqu'à ces toutes dernières années, ils étaient rares à s'intéresser à l'histoire politique centrale de 1848, sur laquelle il semblait qu'il n'y eut plus grand-chose à apprendre.

Ce qui restait à dire l'était en fait par d'autres, historiens de la littérature, historiens de la religion, sociologues, ainsi que par les historiens américains. Ce sont eux dont on a essayé de traduire l'apport.

On a d'abord montré (leçon 1 - 26 février) comment la recherche historique française récente, sous l'impulsion du célèbre rapport d'E. Labrousse au Congrès du Centenaire en 1948, avait privilégié l'étude de la crise et celle des rapports sociaux aux dépens de ce qui faisait la spécificité du moment, le fameux « esprit de 48 », son « romantisme », sa « religiosité » — comme si ces caractères bien connus étaient inessentiels, et plus pittoresques que dignes d'analyse. Des critiques plus récentes ont vu, il est vrai, dans « l'esprit de 1848 » la quintessence d'un esprit du « XIX^e siècle » qui peut être aujourd'hui l'objet d'un regard plus global et plus détaché. Cette généralisation serait de nature à revaloriser la révolution de 1848 ... si le regard en question n'était pas méprisant, l'idéalisme « quarante huitard » étant toujours trop révolutionnaire pour les conservateurs et trop peu révolutionnaire pour les orthodoxes des révolutions d'aujourd'hui.

On a examiné (leçon 2 - 5 mars) les causes générales de la chute de la Monarchie de Juillet. Un peuple souffrant et agité ; un pouvoir politique fragile parce qu'en butte à une triple concurrence, légitimiste, napoléonienne, et républicaine ; un système de monarchie constitutionnelle mal assuré de ses principes.

On a examiné ensuite (leçon 3 - 12 mars et partie du 19 mars) la façon dont la féconde historiographie religieuse du XIX^e siècle peut éclairer le moment critique de 1848. L'Eglise catholique n'est plus liée au pouvoir, comme en 1830, ce qui est un avantage, mais la reconstitution de ses forces est encore incomplète, le peuple de Paris se nourrit d'une véritable culture concurrente, celle du patriotisme post-révolutionnaire ; et surtout les campagnes sont en grand déficit d'encadrement spirituel. C'est l'apogée d'une « religion populaire », formellement catholique, mais superstitieuse, et facilement hétérodoxe. L'idée d'après laquelle il pourrait y avoir un rapport entre cette disponibilité colorée de mystique et le succès prochain des utopismes néo-jacobin ou socialiste est à retenir, d'après Edward Berenson *Populist religion and left wing politics in France 1848-1852*, Princeton, 1984.

On a enfin (leçon 4 - 19 et 26 mars) entrepris de voir ce que l'historien de 1848 pouvait apprendre de l'histoire intellectuelle et notamment littéraire du XIX^e siècle. La notion-clef est-elle bien celle de Romantisme ? elle est elle-même en pleine évolution. Certains auteurs continuent à lier cette étiquette de façon privilégiée à la période 1830-1848, d'autres l'étendent à un vaste ensemble v. 1760 v. 1880. Certains essaient de relier organiquement le romantisme à la critique sociale, d'autres s'y refusent. La plus forte contribution de « littéraire », et qu'il faudra absolument intégrer à l'enseignement historique, est celle de Paul Bénichou (*Le Sacre de l'écrivain* 1973, *Le temps des prophètes* 1977, *Les mages romantiques* 1988), qui, sur la base d'une analyse exhaustive de l'écrit littéraire et infra-littéraire de la première moitié du XIX^e siècle, propose la classification la plus convaincante des courants de pensée du temps. Le vieil « esprit de 1848 » doit certainement être reconnu

dans ce qu'il appelle « le Mouvement (ou Credo) humanitaire », plutôt que dans l'Utopie. Redéfinition décisive, et qui appelle maint commentaire, dont on ne saurait aborder ici le développement.

On est entré ensuite dans l'examen des premiers temps de la Révolution à Paris, les journées de Février 1848 (leçon 5 - 2 et 9 avril). La Révolution a-t-elle été « humanitaire » (généreuse, à violence limitée, fraternelle aux peuples, fraternisant avec l'Eglise, etc.) ? Oui, en gros, et relativement à d'autres révolutions. La reprise de témoignages du temps, dont certains encore peu connus, tel que *La révolution parisienne de 1848 vue par les américains* par G. de Bertier de Sauvigny, Paris, Ville de Paris, 1984, a permis cependant de faire quelques retouches à l'idylle, dans l'éclairage anthropologique et « mentalitaire » que nous savons mieux aujourd'hui projeter : les processus symboliques et carnavalesques, le sens exact de l'exécution sommaire des voleurs, le rapport à l'étranger, Polonais lointain que l'on acclame, Belge immigré que l'on expulse, etc.

La leçon 6 (2 et 30 avril) avait pour point d'application le deuxième grand épisode, les Journées de Juin 1848. Ce fut l'occasion de reprendre le thème apparemment rebattu mais complexe de « la lutte des classes ». Même chez Marx, il n'est pas dépourvu d'équivoque : la lutte oppose-t-elle les prolétaires au patronat industriel, ou les pauvres en masse à la « bourgeoisie » globale ? Autre question : l'attachement des bourgeois à la légitimité juridique de l'Assemblée Nationale et du gouvernement était-il seulement un déguisement commode pour leur attachement à l'ordre et à la propriété ? ou bien avait-il une valeur capable d'auto-suffisance ? Cependant la question qui a été récemment le plus renouvelée est celle des modalités de la lutte, qui a vu une véritable division entre les pauvres. En effet, la garde nationale mobile, à recrutement très populaire, a très puissamment aidé l'armée et la garde nationale (normale, bourgeoise) à réprimer l'insurrection ouvrière.

La solution proposée par Marx pour cette énigme : d'un côté un prolétariat vrai, donc conscient et révolutionnaire, de l'autre un « sous-prolétariat », donc corruptible, donc gagné à la contre-révolution, est fausse, on le savait. Mais alors quelle motivation pour la garde mobile ? L'hypothèse lancée d'Amérique par Mark Traugott, *Armies of the Poor*, Princeton, 1985, pour qui la différence des comportements collectifs est déterminée par la solidité des encadrements organisés (celui de la garde mobile a tenu, celui des Ateliers Nationaux, qui encadraient le reste du peuple chômeur, avait été brisé fin mai) a certainement une part de vérité.

Reste que Marx, avec sa notion de sous-prolétariat (alias « prolétariat en haillons », alias pègre) avait posé, en même temps qu'une analyse sociale inexacte en l'espèce, un problème général intéressant : à quoi la délinquance et l'anomie sont-elles le plus apparentées ? à la jacquerie sociale ou à la jungle libérale ?

La leçon 7 (7 et 14 mai), sur le problème Constitutionnel, n'a pas eu à faire état d'importants renouvellements, du moins dans l'historiographie spécifiquement liée à 1848 ; toutefois les débats récurrents sur les cultures politiques issues de la Révolution française (François Furet, *La Révolution*, in *Histoire de France illustrée* IV, 1988), et les discussions non closes autour des innovations constitutionnelles de 1958, ont nécessairement des échos dans les appréciations que l'on peut porter sur la loi fondamentale de la Seconde République.

La leçon 8 (14 et 21 mai) sur l'élection présidentielle, et la leçon 9 (28 mai) sur la propagande présidentielle à partir de l'Élysée en 1849, 50 et 51 ont été l'occasion de réexposer la formation intellectuelle de Louis Napoléon Bonaparte, son ascension politique, et sa doctrine.

Le principal renouvellement de la problématique du bonapartisme, très étudié et très réévalué de nos jours (W. Smith, L. Girard, F. Bluche) consiste à ramener l'analyse vers sa spécificité, autrement dit à rejeter son érection en catégorie politique durable et générale (R. Rémond). Nous ne sommes pourtant pas disposé pour notre part à abandonner entièrement ce dernier point de vue. Nous avons d'autre part suggéré de revoir aussi ce régime du point de vue de l'histoire des procédés et procédures politiques. Louis Napoléon Bonaparte a été aussi l'inventeur d'un genre de quelque avenir, le voyage présidentiel en province.

SÉMINAIRE

Il a eu lieu, comme le cours, du 28 février au 28 mai 1990.

Comme l'année précédente, et sous le même titre, *Documents et travaux sur l'imagerie politique de 1914 à nos jours*, le séminaire, devant un auditoire plus restreint, a consisté à préparer le volume sur l'iconographie et la symbolique républicaines qui fera suite à *Marianne au Combat* (1979), et à *Marianne au pouvoir* (1989), consacrées respectivement aux périodes 1789-1880 et 1880-1914. On a présenté les matériaux déjà disponibles, signalé dans chacune de leurs séries les lacunes qui restent à combler, et mis en discussion les schémas d'interprétation qui se dégagent provisoirement de nos classements.

Ont été ainsi successivement examinés les représentations de la France en guerre pendant la guerre de 1914-1918, — la représentation allégorique de la Patrie dans les monuments aux morts érigés après 1918, — l'imagerie nationale et civique (autres aspects, supports variés, y compris le dessin de presse) dans l'entre deux guerres. On y a constaté sans surprise que, si l'idée et l'enjeu de République subsistent, le glissement qui menait la femme au bonnet phrygien de la signification République à la signification France s'accroissait.

A cet égard, la deuxième guerre mondiale constituera un retour en arrière, le sens politique de la « Marianne » étant en quelque sorte rajeuni par l'hostilité que lui témoignait Vichy. L'évolution de l'imagerie se révèle donc une nouvelle fois une utile confirmation des thèmes historiques majeurs. On a ainsi vu dans les séances suivantes l'imagerie (anti) républicaine dans la propagande de Vichy, les décisions symboliques du régime, les incidents autour des bustes de mairie, — puis, avec un peu plus de détails, l'entreprise d'enlèvement des monuments de place publique ; et ensuite, en réaction contre ces entreprises, la place retrouvée par l'imagerie républicaine dans les propagandes de la France libre, et de la Résistance et dans l'effervescence de la Libération.

Tout n'est pas politique pourtant, ni spectaculairement dramatique. L'examen (toujours en cours) des monuments de place publique — qui est, on le rappelle, le principal de nos « corpus », et celui dont l'étude est à la fois la plus neuve et la plus documentée — nous a montré que leurs tribulations n'ont pas cessé avec la Libération, et que cette partie symbolique du décor urbain (et parfois villageois) dépend aussi d'évolutions urbanistiques ou esthétiques postérieures à Vichy et indépendantes de lui.

Nous avons pu, pour le confirmer encore, consacrer une séance à l'histoire qui se révèle tout à fait parallèle à la nôtre, celle des statues de grands hommes, telles que vient de le retracer, pour Paris, l'ouvrage de Ms. June Hargrove (*Statues of Paris*, 1989).

Enfin, deux séances consacrées à l'après guerre (v. 1945, v. 1988) ont étudié les évolutions de l'effigie républicaine-nationale dans la caricature de presse et l'affiche, et celle du nom de « Marianne » dans les langages politiques et autres.

Par dérogation à ce programme d'histoire du XX^e siècle, nous avons aussi consacré une heure à revenir en arrière sur le problème de l'origine et, si possible, de l'explication du choix de Marianne comme nom symbolique de la République. Lecteur de *Marianne au pouvoir*, l'un de nos collègues nous avait signalé opportunément que la banalité extrême du nom de Marianne à la fin du XVIII^e siècle pouvait tenir non seulement à la fréquence du nom deux fois chrétien de Marie-Anne, mais aussi à celle d'une Marianne, dérivée de Mariamnè, femme d'Hérode, héroïne et victime juive vaguement christianisée, et popularisée par le théâtre. Ceci nous a amené à faire explorer la fréquence d'emploi de Marianne en littérature grâce à la banque de données « Fran-text » de l'Institut national de la langue française.

Ces recherches diverses seront reprises pour la dernière fois, complétées et synthétisées, l'an prochain.

ACTIVITÉS DIVERSES

Au titre des *activités diverses*, du 1^{er} juillet 1989 au 30 juin 1990, nous avons poursuivi le travail de *La République* (Hachette) évoqué dans les rapports des années précédentes (parution définitivement prévue pour l'automne de 1990).

En fait de *publications*, nous avons vu paraître *Marianne au pouvoir* (automne 1989 — Flammarion —, ouvrage déjà présenté dans ces rapports), ainsi que la traduction en japonais de *Marianne au combat*. En outre sont parus, préfacés par nous, le numéro spécial « Les marginaux et les autres » de la Revue *Mentalités, histoire des cultures et des sociétés* (Paris, Image P.U.F., 1990), le volume *La Révolution vécue par la province (Actes du Colloque de Puylaurens)* (Béziers, Centre international de documentation occitane 1990), et le catalogue « Deux jeunes tambours » de l'*Exposition François Sicard* du Musée des Beaux Arts de Tours. Enfin, parmi les textes et contributions dans des publications collectives diverses on peut signaler *De la sociabilité*, sous la direction de Roger Levasseur, actes d'un Colloque québécois sur ce thème, (Trois Rivières, Québec, Canada), et *A chacun sa France*, interviews et textes rassemblés par N. Dormoy et L. Lazar (Peter Lang, New York, Bern, Frankfurt, Paris).

Nous avons donné des *Conférences publiques* sur les thèmes habituels (voir rapports de 1987-1988 et 1988-1989) à Brest, Bar-sur-Aube, Toulon, Epinal, Chatenay-Malabry, Cannes, et Mulhouse, ainsi que, à l'étranger, à La Haye, Tunis, Glasgow, Edimburg et Ayr (Ecosse), Bologne, Fribourg et Bulle (Suisse).

Nous avons assisté à divers Colloques et Congrès de sociétés savantes, et notamment au *Congrès mondial* d'histoire de la Révolution (Sorbonne, 6-13 juillet 1989 responsabilité du rapport de synthèse de l'une des Commissions), puis au « Séminaire international » organisé par le *Comité du Bicentenaire au Chili* (Santiago, 28 août - 4 septembre 1989, une conférence, plus un séminaire).

Nous avons participé à la soutenance de *11 thèses*, 3 de notre direction à l'Université de Paris I, et 8 comme simple membre du jury (4 fois à Paris I, les autres à Paris V, Paris X Nanterre, Paris E.H.E.S.S. et Dijon).

Pour les responsabilités dans les *sociétés savantes et commissions diverses* (voir rapports antérieurs) l'année 1989-1990 n'a pas apporté de changement.

M.A.